

Racisme 7

Entartons  
l'UDC!

Écologie 12

Câbles sous-marins,  
les nouveaux  
monstres marins

Monde du travail 13

Royaume-Uni :  
casser le dos du  
mouvement ouvrier

Culture 14

Comment le  
nazisme s'installe  
dans les esprits



Édito

## DÉMASQUONS L'EXTRÊME DROITE, QU'ELLE SOIT PUTSCHISTE OU PAS

**L**es similitudes entre l'attaque du Capitole à Washington en 2021 et le saccage des lieux de pouvoir à Brasilia deux ans et deux jours plus tard sont frappantes. Dans les deux cas de figure, deux présidents sortants, Donald Trump et Jair Bolsonaro, qui avaient réussi à forger une alliance réunissant des éléments de la droite

classique et de l'extrême droite organisée, avaient refusé de reconnaître leur défaite électorale.

Mais il n'y a pas qu'un effet d'imitation. Certains des conseillers des présidents en question, avaient noués des liens directs. Steve Bannon, ex-conseiller de Donald Trump, avait explicitement exhorté Jair Bolsonaro à ne pas reconnaître sa défaite.

Il avait également reçu l'un de ses fils, Edouardo Bolsonaro.

La fascination de milieux d'extrême droite pour des méthodes putschistes – et, partant, le déni ouvert de la démocratie – a pu être observée dans d'autres pays dans la période récente. Fin août 2020, des *Reichsbürger* accompagnés d'adeptes de QAnon et d'autres

fractions complotistes ont donné l'assaut contre le parlement à Berlin. En France, au printemps 2021, des militaires ont lancé une pétition dénonçant la faiblesse de la République et évoquant les prémisses d'une « guerre civile ». Elle sera signée, selon le magazine *Valeurs actuelles* qui l'avait publiée, par 300 000 personnes.

L'extrême droite constitue un phénomène politique à la fois international et hétéroclite. Elle représente un alliage de forces idéologiques éparées – courants religieux, mais aussi (néo)païens; →

Écologie

3

## LA SUISSE DOIT SORTIR DU TRAITÉ SUR LA CHARTE DE L'ÉNERGIE!

courants qui se disent « nationalistes révolutionnaires » comme nostalgiques des monarchies d'un passé « glorieux ». Dans le cas brésilien, mais aussi, dans une moindre mesure, étasunien, les courants évangéliques fanatisés sont une force importante. Ceux-ci aspirent à l'*Armageddon*, ce qui renforce les aspects à la fois irrationnels et apocalyptiques du discours ce spectre politique.

La plupart des forces d'extrême droite font preuve d'un aveuglement idéologique volontaire au désastre créé notamment par l'exploitation des ressources en énergie fossile, afin de permettre une fuite en avant de l'accumulation capitaliste. Dans le cas brésilien, il a pris la forme d'un saccage volontaire de l'Amazonie, de ses ressources et des populations dites « indigènes ». L'héritage revendiqué du colonialisme, intérieur ou extérieur, dans la construction historique des États glorifie aussi la loi du plus fort et le mépris envers tout ce qui met en cause les dominants et leur mode de vie.

Si l'extrême droite est hétérogène, elle se nourrit similairement du chaos mondial provoqué par les catastrophes écologiques – auquel elle contribue par ailleurs. Contre le chaos et le désordre, elle promet une illusion de protection par le repli sur des « identités », des communautés imaginaires, dont le fonctionnement fantasmé est celui d'une meute de loup.

Contre l'extrême droite, nous devons développer une lutte spécifique, qui ne se confond pas avec celle – générale – contre le système économique dominant et ses ravages. Cette lutte doit viser à démasquer les fausses « alternatives » portées par l'extrême droite, qui n'est capable de résoudre aucun des problèmes créés par le système dominant (écologique, social...) mais qui les aggrave tous, en attisant les haines et les divisions pour mobiliser.

C'est en démontrant concrètement leur caractère à la fois illusoire et dangereux, que pourront aussi s'affirmer les vraies alternatives à l'ordre dominant : sociales, humanistes, égalitaires et écologiques.

Bertold du Ryon (NPA Paris)

# AGENDA

## Fribourg

ME 15 FÉV.

COMPRENDRE POUR MIEUX AGIR : L'ACTUALITÉ DU MARXISME ? Soirée de débat et de réflexion avec Charles-André Udry, économiste.

19h Café des Arcades, Fribourg

Org.: solidarités – PAF

## Genève

31.01 → 4.02

TROISIÈME NUIT DE WALPURGIS Pièce de José Lillo. Voir page 14

Scène Caecilia

JE 9 FÉV.

IL NOUS RESTE LA COLÈRE Projection du film qui retrace la lutte des Fords de l'usine de Blanquefort. En présence de Philippe Poutou

20 h 30 cinéma Bio, Carouge

## Vaud

VE 3 FÉV.

L'HISTOIRE CACHÉE DU 2<sup>e</sup> PILIER Projection du documentaire Protokoll (60', 2022) suivie d'une discussion avec Pietro Boschetti, Claudio Tonetti (réalisateurs) et Michela Bovolenta (syndicaliste SSP et membre du collectif vaudois de la Grève féministe) et d'un apéro.

19 h 30 Zinéma, Lausanne

## BERNE

SAMEDI 4 FÉVRIER

# MANIFESTATION NON AUX RENVOIS VERS LA CROATIE

La Croatie n'est pas un endroit sûr pour les personnes réfugiées. Non à une police raciste, violente, qui contrôle, refoule illégalement, terrorise, viole, cause blessures et traumatismes.

Org.: #stopDublinCroatie, Droit de rester, Migrant solidarity network, SOSF

14 H

PLACE FÉDÉRALE

## GENÈVE

SAMEDI 21 JANVIER

# MANIFESTATION « FEMME, VIE, LIBERTÉ »

AVEC LES PEUPLES D'IRAN CONTRE LA DICTATURE DES MOLLAHS! POUR UN IRAN DÉMOCRATIQUE! POUR QU' « INDIGNATION » RIME AVEC « ACTION »!

Org.: Ensemble pour l'Iran, Collectif genevois de la grève féministe, Communauté genevoise d'action syndicale, Parti du Travail, Syndicat des services publics – région Genève, Ensemble à gauche, solidarités Genève - Neuchâtel - Vaud, Le Printemps du GARE, Outrage, UCL Romandie, Mouvement Pour le Socialisme

14 H

ZONE PIÉTONNE DU MONT-BLANC

## REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

## AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site: solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum  
Éditeur  
Journal solidarités  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E journal@solidarites.ch  
W solidarites.ch/journal

Titrage  
5 000 exemplaires  
17<sup>e</sup> par an  
Comité éditorial  
Clara Almeida Lozar  
Nadida Badouli  
Clément Bindschädler  
Joseph Dohier  
Cornelia Hummel

Margaux Lang  
Pierre Raboud  
Guy Sanchez  
Thomas Vochetta  
Relecteur  
Luna Alloua  
Nathalie Delbourck  
Anouk Essyad  
Clara Fontjalaz

Coëlle Kovalliv  
Aude Martenot  
Guy Rouge  
Françoise Mos  
Maquette et mise en page  
Niels Wehrspann  
Couverture  
Milda Ninja

Abonnements  
Annuel fr. 80  
Étudiant.e.s, chômeur.seuses, AVS/Al... 40  
Soutien 150  
3 mois à l'essai Gratuit!  
► Pour payer: CCP 17-216950-1  
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1  
Demandes d'abonnement et changements d'adresse: abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement  
Genève  
25, rue des Gares  
Case postale 2089  
1211 Genève 2  
T +41 22 740 07 40  
E info@solidarites.ch  
W solidarites.ch/genève

Fribourg/Freiburg  
Case postale 532  
1701 Fribourg  
E fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel  
Case postale 3105  
2001 Neuchâtel  
T +41 77 502 79 53  
E ne@solidarites.ch  
W solidarites.ch/ne

Vaud  
5 place Chauderon  
1003 Lausanne  
T +41 79 302 38 34  
E vaud@solidarites.ch  
W solidarites.ch/vaud



Après près de 10 ans de lutte citoyenne, le parlement italien a décidé d'interdire tout nouveau projet d'extraction pétrolière au large de ses côtes. La firme Rockhopper attaque l'Italie pour cette décision, grâce aux mécanismes prévus par le TCE.

National International Écologie

# LA SUISSE DOIT SORTIR DU TCE!

Outre son nom alambiqué de **Traité sur la Charte de l'énergie**, le TCE est un véritable poison en matière de politique climatique. Conçu après l'effondrement de l'URSS et des « démocraties populaires » de l'Est européen, en pleine euphorie mondialisatrice, il devait assurer la sécurité énergétique des pays signataires. En réalité, il garantit surtout les investissements privés dans les énergies fossiles.

**A**u cœur du TCE, un mécanisme dit de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS), qui permet aux premiers de porter plainte contre les États lorsque les politiques publiques ne vont pas dans le sens souhaité par messieurs et mesdames les capitalistes. Cela s'appelle la protection des investissements et pèse concrètement sur les politiques, déjà timides, des États du continent eurasiatique.

Créé en 1994 et entré en vigueur en 1998, le TCE est un « véritable vestige du siècle passé » selon le quotidien français *Libération* : alors que l'Union soviétique dis-

paraît, l'Europe de l'Ouest tient à sécuriser son approvisionnement en pétrole et en gaz. Loin de toute préoccupation climatique.

Lorsqu'en juin 2022, 76 scientifiques du climat s'adressent au président Macron et aux autres dirigeants européens pour demander la sortie du TCE de l'Union européenne, ils évoquent ce jugement du GIEC dans son dernier rapport : « Un grand nombre d'accords bilatéraux et multilatéraux, dont le *Traité sur la Charte de l'énergie de 1994*, comportent des dispositions relatives à l'utilisation d'un système de règlement des différends entre investisseurs et

*États (ISDS) conçu pour protéger les intérêts des investisseurs dans des projets énergétiques contre les politiques nationales qui pourraient conduire à l'abandon de leurs actifs. De nombreux spécialistes ont indiqué que l'ISDS pouvait être utilisé par les entreprises de combustibles fossiles pour bloquer les législations nationales visant à mettre fin à l'utilisation de leurs actifs ».* (2022, chapitre 14, sur la collaboration internationale, p. 8.)

Ce système de règlement, qui prévoit généralement un arbitrage par des tribunaux privés, se retrouve sous une forme ou une autre dans nombre de trai-

tés de libre-échange multilatéraux, comme le défunt TAFTA. Consacrant la primauté du Capital sur l'intérêt public ou général, ils doivent être rejetés sans appel. Même une organisation pourtant fort consensuelle comme la *Swiss Youth for Climate*, participante helvétique régulière aux différentes COP, a lancé une pétition pour demander que la Suisse sorte du TCE. C'est un petit premier pas que l'on peut signer en ligne sur le site de Campax.

## Quelques exemples concrets de protection des investissements

En 2016, l'Italie met fin à l'exploration et à la production de pétrole et de gaz au large de ses côtes. Brandissant le TCE, la firme pétrolière britannique *Rockhopper* poursuit ce pays, puisqu'elle disposait d'une autorisation d'exploiter un gisement sous-marin dans la zone italienne. En septembre 2022, l'entreprise annonce recevoir un dédommagement de 180 millions d'euros de la part de l'État.

Même scénario en Espagne, pays ciblé par une cinquantaine de plaintes similaires. Aux Pays-Bas, le gouvernement annonce renoncer au charbon pour sa production d'électricité. Du coup, la société *Uniper* poursuit le pays, demandant une compensation financière à la suite de la fermeture de centrales au charbon.

En France, c'est l'adaptation des prix du photovoltaïque qui a entraîné le dépôt d'une plainte par l'entreprise allemande *Encavis AG* et trois de ses filiales. En Slovaquie, ce sont les restrictions apportées au recours aux techniques d'exploitation les plus néfastes qui sont à l'origine de dénonciations.

La menace que représentent ces poursuites a déjà amené des pays à réduire l'ambition de leur politique climatique, comme l'ont concédé publiquement le Danemark et la Nouvelle-Zélande après la COP 26 à Glasgow.

Selon le rapport publié en 2018 par deux ONG, *Corporate Europe Observatory* et *Transnational Institute*, « les gouvernements ont été sommés ou ont accepté de payer plus de 51,2 milliards de dollars US d'argent public en guise d'indemnités, ce qui équivaut environ aux investissements annuels nécessaires afin de fournir en énergie toutes les personnes de la planète qui en sont actuellement privées. Les affaires qui doivent encore être jugées dans le cadre du TCE s'élèvent au total à 35 milliards de dollars, une somme qui dépasse de loin le montant total

annuel dont l'Afrique aurait besoin pour s'adapter au changement climatique.»

Il faut noter que ces poursuites se font le plus souvent non pas à partir de pertes réelles, mais en fonction de bénéfices escomptés. Ce qui ouvre la porte à toutes les spéculations. Selon les deux organisations citées ci-dessus, voici comment cela a fonctionné en Espagne : « *Le TCE est de plus en plus utilisé par des investisseurs spéculant sur les marchés financiers, tels que les sociétés d'investissement (gestion de portefeuille) et les sociétés de holding. Dans 88 pour cent des poursuites portant sur les coupes des programmes en faveur des énergies renouvelables en Espagne, le plaignant n'est pas une société travaillant dans le secteur des énergies renouvelables, mais un fonds de placement ou un autre type d'investisseur financier, souvent lié aux industries du charbon, du pétrole, du gaz et/ou de l'énergie nucléaire. Plusieurs fonds ont investi alors que l'Espagne était déjà en pleine période de crise économique et que certains changements des programmes de soutien avaient déjà été réalisés (changements qui, selon un argument développé ultérieurement par les fonds, ont réduit leurs attentes de profit). Certains investisseurs voient le TCE non seulement comme une police d'assurance, mais également comme une source supplémentaire de profit.* »

S'agissant de l'Allemagne, l'entreprise suédoise Vattenfall a déposé deux plaintes à la suite de la décision gouvernementale de sortir du nucléaire : dans le premier cas, le montant de la compensation versée par Berlin à l'entreprise n'est pas connu; dans le second cas, selon Alliance Sud, la compagnie suédoise a obtenu 1,721 milliard de dollars de dédommagement.

La situation est devenue tellement ubuesque, qui voit des entreprises privées décider du cadre des politiques publiques à la place des États, qu'un vent de révolte s'est levé. À la suite, entre autres, du dépôt d'une pétition signée par plus d'un million de citoyen-ne-s européen-ne-s, plusieurs États membres de l'Union européenne (UE) ont décidé de se retirer du Traité (Italie, Espagne, Pologne, Allemagne, Slovaquie, Pays-Bas, France, Luxembourg, soit 70 % de la population européenne) et se sont abstenus lors d'un vote au Conseil de l'UE. Faute d'unanimité, la modernisation du TCE n'a pas pu être entérinée et la décision a été reportée à avril 2023.

#### **Le Conseil fédéral: Simplet ou Dormeur?**

Tout ce tintouin européen n'a pas l'air d'avoir fondamentalement affecté le Conseil fédéral, qui, dans sa séance du 9 novembre 2022, a adopté la nouvelle version du TCE.

Et avec les félicitations du jury, semble-t-il, puisqu'il juge qu'il s'agit « *d'une base juridique internationale sûre et contraignante sur laquelle 53 États se sont entendus afin de protéger les investissements et de faciliter le flux de transit dans le secteur de l'énergie* ». Avec un sens de l'euphémisme qui frôle la supercherie, il se félicite des dispositions relatives « *à la durabilité dans les accords de protection des investissements* ». Autrement dit, il applaudit vigoureusement le fait que les investissements bénéficient désormais d'une clause de survie, qui les rend valables encore vingt ans après la sortie du traité!

Mieux, il minimise les effets de la protection des investissements, puisque celle-ci « *se limite aux investissements transfrontaliers en provenance et à destination de l'UE, de la Grande-Bretagne, du Japon, de la Turquie, de l'Azerbaïdjan, de l'Ukraine et de la Suisse* ». Comme si le fait que l'entreprise qui porte plainte soit allemande plutôt que chinoise représentait un quelconque acquis. Et comme si les plaintes des entreprises contre les États n'étaient pas en majorité d'origine européenne!

En réalité, ce qui compte d'abord pour le Conseil fédéral, c'est la protection des investissements suisses à l'étranger. Dont on nous dit qu'ils vont principalement dans des centrales produisant de l'électricité à partir d'énergies re-



L'avocat genevois et membre de l'UDC Charles Poncet est l'un des défenseurs les plus actifs des multinationales contre les États dans le cadre du TCE. Son nom apparaît dans 6 arbitrages. Dans l'affaire qui opposait Yukos à la Russie, Charles Poncet a empoché 1513 880 € d'honoraires. Source: Corporate Europe Observatory et Transnational Institute, *One treaty to rule them all*, 2018.

nouvelables. Alors que la place financière suisse, Banque Nationale suisse y comprise, joue sans scrupule la carte des énergies fossiles...

On jugera l'inconscience climatique du gouvernement suisse en lui opposant cette évaluation du TCE modernisé par le Haut conseil pour le climat français, qui « *parvient à la conclusion que le TCE, y compris dans une forme modernisée, n'est pas compatible avec le rythme de décarbonation du secteur de l'énergie et l'intensité des efforts de réduction d'émissions nécessaires pour le secteur à l'horizon 2030, comme rappelé par l'AIE et évalué par le GIEC* ».

Sourd à toute exigence climatique, le Conseil fédéral a toutefois perçu que la débâcle des signataires pouvait rendre ce Traité un peu riquiqui, d'autant plus que des poids lourds du commerce mondial et des énergies n'y ont pas souscrit (États-Unis, Chine, Norvège, Corée du Sud, Canada, États du Golfe, Inde, Australie entre autres).

Il a donc mandaté le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) de dresser un état des lieux qui doit aussi « *permettre à la Suisse de décider, compte tenu du nouveau contexte politique, de maintenir son adhésion au traité ou de s'en retirer* ». La décision finale appartiendra au parlement. Il faut donc tout faire pour amplifier la campagne pour la sortie de la Suisse du TCE!

Daniel Süri

Action devant le Département du commerce et de l'énergie anglais, Londres, 4 novembre 2022





À Fribourg en 2017, un mouvement de protestation avait échoué à contrer la hausse des taxes universitaires.

Vaud Monde du travail

## UN NOUVEAU PAS VERS UN SALAIRE MINIMUM VAUDOIS

Après Neuchâtel, le Jura, Genève, le Tessin puis Bâle-Ville qui l'ont adopté, c'était au tour du Valais d'annoncer lancer une initiative le 13 janvier dernier. Dans le canton de Vaud, un large comité unitaire vient de remettre un projet d'initiative. S'il est validé, les récoltes commenceront bientôt!

Comme la Constitution vaudoise ne mentionne pas de droit à un salaire minimum, le comité unitaire a choisi de doubler l'initiative pour un salaire minimum d'une modification constitutionnelle. Il s'agit d'une assurance de ne pas voir la loi être déclarée inconstitutionnelle.

Si ce projet est bien validé par le Conseil d'État, le corps électoral devra donc se prononcer à la fois sur une modification constitutionnelle et sur une loi spécifique. La première pour ancrer le principe d'un salaire minimum dans la Constitution, la seconde pour introduire un salaire minimum cantonal indexé chaque année au coût de la vie.

Le comité est confiant dans ce format « double initiative » : il est aisément compréhensible par la population et les deux textes se complètent et s'assurent mutuellement.

solidarités Vaud, avec Ensemble à Gauche Vaud, a travaillé à la constitution d'un très large comité d'initiative qui n'aura aucun mal à récolter les 12 000 signatures.

Nous avons joué le rôle de fer de lance pour (re) mettre le salaire minimum à l'ordre du jour et en faire une bataille unitaire (politique, syndicale, associative) que nous espérons victorieuse.

Ce n'est que le début ! Début des récoltes à la fin mars au plus tôt.

Guillaume Matthey

Neuchâtel Éducation

# LES TAXES UNIVERSITAIRES AUGMENTERONT-ELLES?

C'est en tout cas l'intention affichée du Conseil d'État. Et l'augmentation s'annonce conséquente : près de 60% !

Les autorités cantonales n'aiment-elles pas l'université ? Sa remise en cause, en tout cas, n'est pas nouvelle. En 1998, un large mouvement s'était opposé à une augmentation des taxes universitaires.

Régulièrement, des voix issues des rangs de la droite – toutes tendances confondues – s'élèvent : trop cher ! Argument de courte vue : investir dans l'université, c'est indispensable à plus d'un titre. D'une part, il faut garantir un enseignement et un accompagnement de qualité, pour assurer la réussite des étudiantes et étudiants dans leur parcours de formation. Mais cet investissement est aussi primordial pour transmettre des savoirs académiques qui éveillent rarement l'intérêt de la droite : dérèglement climatique, inégalités sociales ou encore désinformation et théories du complot. Autant de sujets cruciaux pour l'avenir de notre planète et de notre société.

### Le danger de l'élitisme

Les lieux de formation doivent recevoir les moyens nécessaires

à leur bon fonctionnement. C'est un équilibre fragile qui dépend de multiples facteurs, notamment de la capacité à attirer des étudiantes et des étudiants en nombre suffisant pour assurer la relève académique et garantir un équilibre financier.

Mais chercher la solution du côté des taxes, c'est encore réduire le nombre d'étudiantes et d'étudiants qui entreront à l'UniNE chaque année. C'est faire le choix d'une sélection sociale accrue en défaveur des jeunes des classes populaires. C'est inacceptable, antidémocratique et contre-productif.

L'université doit rester une option pour la jeunesse, quels que soient les moyens financiers des parents. De manière générale, faire payer la facture au corps étudiant, c'est se tromper de cible.

### Dans l'attente des mobilisations

La balle est maintenant dans le camp du Grand Conseil et dans la capacité du monde étudiant à

se faire entendre. La Fédération des étudiant·e·s neuchâtelois·e·s (FEN) avait déjà contribué à un postulat d'Émile Blant soumis au Grand Conseil neuchâtelois en septembre 2022 au sujet de la précarité étudiante.

Nous participerons activement à toutes les mobilisations pour faire de l'éducation à tous les niveaux un droit qui ne dépende pas du porte-monnaie.

Les hasards de l'histoire ont fait hériter notre petit canton d'une université. À l'époque, c'était la plus petite du monde ! Aujourd'hui elle fait partie d'un réseau intercantonal et international. Elle rayonne depuis plus d'un siècle, proposant une qualité d'enseignement unique grâce à la proximité entre étudiant·e·s et enseignant·e·s, de par sa taille. Elle accueille des événements de tous horizons, pour tous les publics, et bénéficie donc à toute la population. Seule la droite, qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez, peut ne pas le reconnaître.

Communiqué de presse de solidarités

# ET LA PROGRESSIVITÉ DE L'IMPÔT?

Dans le cadre de la campagne pour les élections au Grand-Conseil, la coalition Ensemble à gauche, sur proposition de solidarités, a lancé une initiative populaire en vue de modifier la taxation du bénéfice des entreprises. Celui-ci passerait du taux fixe au taux progressif en vue d'imposer davantage les superprofits. Explications.

La volonté des milieux néolibéraux de limiter, voire de supprimer la progressivité de l'impôt, est connue. Par exemple, seuls 18 % des recettes actuelles de la Confédération proviennent d'une imposition progressive (impôt fédéral direct des personnes physiques) alors que les impôts indirects (TVA, droits sur les carburants, etc.) représentent 46 %. Quant à l'impôt sur le bénéfice des entreprises, il est basé sur un taux fixe, c'est-à-dire ne tenant pas compte de la capacité économique de celles-ci.

Au niveau cantonal, l'impôt sur les personnes physiques est basé sur un taux progressif, variable selon les cantons. Mais en ce qui concerne les personnes morales – les entreprises – la plupart d'entre elles appliquent un taux fixe. Ainsi une entreprise réalisant un bénéfice de 50 000 francs sera taxée

avec un taux identique à l'entreprise qui engrange un bénéfice de 50 millions.

## Une taxation progressive jusqu'en 1998

Partant d'une réflexion autour des superprofits réalisés par certaines entreprises à l'occasion de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique, solidaritéS Genève, dans le cadre de la coalition Ensemble à gauche, a décidé de revoir les taux de taxation des bénéficiaires et de lancer avec ses partenaires une initiative intitulée « Taxation plus juste des superprofits ».

Ce texte propose de revenir à un système de taxation progressif, comme cela était le cas jusqu'en 1998. Il s'agissait à l'époque d'une progressivité qui tenait compte de l'intensité de rendement, à savoir du rapport entre le bénéfice impo-

sable et le capital de l'entreprise. Plus le bénéfice était élevé par rapport au capital, plus le taux augmenterait. Jusqu'à 14 % (taux de base sans les centimes additionnels cantonaux et communaux).

En 1999, au prétexte de corriger certains défauts de l'intensité de rendement, le Grand Conseil a adopté le principe du taux fixe à 10 %. Ce qui permettait une taxation uniforme des bénéficiaires à 24 % compte tenu de l'impôt fédéral et des centimes cantonaux et communaux. Au gré des révisions de l'imposition des entreprises puis de l'adoption de la RFFA, le taux s'est réduit à environ 14 %, soit une baisse de 10 points de pourcentage par rapport à 1998 !

La Constitution genevoise prévoit au chapitre de l'impôt un certain nombre de principes qui régissent le régime fiscal, dont la

capacité économique. La taxation actuelle des entreprises ne respecte pas ce principe avec un taux de base uniforme fixé à 3,33 %. L'initiative introduit donc un taux progressif qui démarre à 1 % et se termine à 4,75 % pour les sociétés de capitaux et commence à 2,8 % pour plafonner à 6,8 % pour les associations et fondations.

Notons que les sociétés de capitaux représentent le 94 % des entreprises imposées en 2019. Ainsi avec ce nouveau barème, les entreprises réalisant un bénéfice imposable jusqu'à 100 000 francs verront une baisse de l'imposition et les autres une hausse d'impôts.

Les estimations réalisées sur la base des données fiscales de l'année 2019 concluent à des recettes fiscales nouvelles de l'ordre de 450 millions qui permettraient de contribuer aux besoins en matière sociale, environnementale, d'éducation, etc. Mais au-delà des recettes nouvelles, c'est l'ancrage de la progressivité de l'impôt pour les personnes morales que cette initiative défend, à contre-courant des tendances actuelles.

## Quelles entreprises paient des impôts?

L'analyse des données fiscales de l'impôt sur les personnes morales de 2019 (dernière année complète disponible) montre que :

- 62 % des entreprises du canton ne paient aucun impôt sur le bénéfice;
- 93 % des entreprises qui paient l'impôt sont actives dans le secteur tertiaire;
- 41 % des bénéfices nets sont réalisés dans le commerce de gros (négoce international pour l'essentiel) et les services financiers (banques, assurances).

Le total des bénéfices nets imposables déclarés s'est élevé à plus de 55 milliards. En sachant que la même année le PIB du canton de Genève s'élevait à 57 milliards on imagine aisément qu'une part importante des bénéfices provient d'activités hors du canton de Genève « rapatriée » dans le canton, non pas à cause de la beauté du Jet d'eau mais de la douceur de l'imposition.

L'impôt sur les personnes morales a rapporté un peu plus de 2 milliards en 2019 (impôt cantonal et communal) dont 78 % provient de l'imposition des bénéficiaires et 22 % de l'impôt sur le capital.

Nous invitons les lecteurs-rices du journal qui disposent du droit de vote cantonal à Genève à signer et à faire signer cette initiative.

Bernard Clerc

Dans le canton de Genève, 41% des bénéfices sont réalisés dans le négoce et les services financiers.





Pousser des cris d'orfraie, mais débiter des horreurs à chaque campagne électorale...

Genève National Racisme

# ENTARTONS L'UDC

L'espace médiatique genevois a été saturé ces dernières semaines par la tentative d'entartage de la conseillère nationale UDC Céline Amaudruz. Le député socialiste Sylvain Thévoz parle de « guérilla ». L'UDC s'indigne et invoque le registre des violences faites aux femmes. Comment caractériser l'acte ? Violence physique doublée d'un muselage politique ?

**R**evenons aux bases, qu'est-ce qu'un entartage ? L'entartage consiste à lancer ou à « écraser » une tarte à la crème (fouettée ou à raser au choix) au visage d'une personnalité publique dans le but de la tourner en ridicule. Si j'utilise le terme *écraser*, il convient de préciser que le but est d'appliquer la tarte au visage et non pas d'écraser le visage de la personne.

Malgré l'extraordinaire violence de l'acte, aucune mort ni blessure ne sont à déplorer dans la longue histoire de cette pratique. Les victimes comptent dans leurs rangs des personnalités telles que Bill Gates, Ségolène Royal et Bernard-Henri Lévy. Ce dernier a même survécu à une dizaine d'atteintes à sa vie de ce genre depuis les années 80.

Cette méthode musclée semble nous venir d'un film de Laurel et

Hardy de comédie burlesque. L'entartage puise effectivement sa force du genre puisque son but précis n'est pas de museler ou de violenter mais de tourner la cible en ridicule.

## Le fil des événements

Le 21 décembre passé, un groupe de militant·e·x·s a ainsi tenté d'appliquer cette méthode sur Céline Amaudruz mais n'a pas réussi à entrer concrètement dans l'auditoire où se déroulait la conférence. Les militant·e·x·s ont finalement jeté du purin d'ortie dans la salle et ont crié quelques slogans avant de prendre la fuite.

La seule violence physique qui s'est déroulée le 21 décembre a été à l'encontre des militant·e·x·s qui se sont fait plaquer contre le mur et frappé·e·x·s sans sommation. Pour

rappel, la définition de la légitime défense dans le droit Suisse : « Une personne qui, de manière contraire au droit, est attaquée ou menacée d'une attaque imminente a le droit de repousser cette attaque avec des moyens dits < proportionnés aux circonstances > ».

Si l'entartage est sans aucun doute illégal puisque la victime n'est pas consentante, il semble difficile de prétendre que de multiples coups de poing à la tête soit proportionnés à la menace que représente une tarte à la crème.

Si la méthode est sujette à débat, il s'agit de questionner ce qu'il s'est passé, pas une version militarisée et dramatisée, omniprésente dans les médias, qui ne correspond tout simplement pas aux faits réels.

Prétendre que la tentative d'entartage représente une agression

violente s'apparente à une récupération politique d'une action symbolique qui n'a même pas eu lieu. La rime « *Amaudruz, tu pues* », doublé du montage photo low budget qu'on retrouve sur le communiqué des militant·e·x·s (disponible sur Renversé) reprend ce même thème burlesque qui fonde la pertinence de l'entartage et ne témoigne pas d'une action de « *guérilla* ».

## La cible était l'UDC

Céline Amaudruz joue également sur le registre des violences sexistes. Il convient de rappeler que ce n'est pas sa condition de femme qui était visée ici mais bien son rôle au sein de l'UDC, parti ultraconservateur bourgeois dont elle est un pilier.

C'est ce même parti qui lançait fin 2021 les initiatives « La nuit porte conseil » et « Sauver les bébés viables » qui s'attaquent frontalement au droit d'avortement. L'UDC porte un projet de société sexiste et n'hésite pas à instrumentaliser le discours féministe lorsque cela l'arrange.

Si ce n'est pas étonnant de la part d'Amaudruz d'en profiter en période électorale, il est plus étonnant que le PS adopte la même rhétorique. Anne Emery-Torracinta a par exemple ouvertement mis la pression sur le recteur Yves Flückiger pour qu'il prenne des mesures disciplinaires. Le rectorat a finalement annoncé qu'il porterait plainte contre les militant·e·x·s. Cette décision est à condamner et témoigne d'une volonté d'augmenter la répression au sein de l'université de Genève.

Là où Sylvain Thévoz estime que « *les extrêmes se nourrissent* », il convient de rappeler que cette non-action, puisqu'elle n'a pas eu lieu, était avant tout symbolique et qu'adopter le discours victimisant de l'UDC ne correspond pas aux faits. C'est aussi oublier les violences, bien réelles quant à elles, que l'UDC et ses politiques xénophobes et climaticides promeuvent.

La mort d'Nzoy, la loi ultra répressive sur la mendicité, les conditions désastreuses des migrant·e·x·s et le suicide récent d'un jeune afghan après l'annonce de son expulsion ne sont que trop de rappels de la violence systémique bien réelle et entretenue entre autres par l'UDC.

Il est effrayant que le retournement du discours et des faits effectués par l'UDC en Suisse soient embrassés par des partis « de gauche » et prouve bien la redoutable efficacité de ces propos mensongers.

Clément Bindschaedler



Le groupe néofasciste Junge Tat a déployé une banderole reprenant un visuel de l'UDC contre l'immigration, Bâle, novembre 2022.

National Racisme

# UNE EXTRÊME DROITE VIOLENTE SOUS-ESTIMÉE

Les expert·e·s de l'extrême droite s'inquiètent du développement de réseaux transnationaux en ligne et de la montée des attaques, qu'elles soient réussies ou demeurent au stade de tentatives. Les autorités suisses, elles, persistent à considérer cette menace comme peu probable, contrairement à celle que poseraient les milieux de gauche radicale.

Début décembre 2022, les autorités policières allemandes ont mené une vaste opération dans tout le pays ainsi qu'en Autriche et en Italie pour démanteler un groupuscule d'extrême droite projetant un coup d'État. Affiliées au mouvement complotiste et d'extrême droite des « Citoyens du Reich », 25 personnes ont été arrêtées et 52 sont visées par l'enquête en cours.

Le groupuscule, qui aurait été fondé au plus tard fin 2021, était composé entre autres d'éléments appartenant aux troupes d'élite de l'armée allemande, d'une ancienne députée de l'Alternative für Deutschland (AfD), d'un aristocrate et d'un pilote de ligne. Leur objectif était de détruire l'ordre étatique existant en Allemagne en utilisant des moyens

militaires et de la violence contre les représentant·e·s de l'État.

Si iels étaient encore loin de réussir leur projet, la situation actuelle inquiète en Allemagne. « L'extrémisme de droite constitue le plus grand danger pour la démocratie allemande », rappelait Felix Neumann, spécialiste de la lutte contre le terrorisme, dans *Le Temps* du 27 décembre.

## Europol s'inquiète aussi

Dans un communiqué publié en décembre dernier, l'agence de police européenne Europol fait état d'une « prolifération inquiétante des activités violentes d'extrême droite et terroristes à l'échelle mondiale » et rappelle que les réseaux en ligne (trans)nationaux « restent un aspect important de la radicalisation et du

recrutement de l'extrême droite violente ». Dans son rapport 2022 sur le terrorisme, Europol s'inquiète également de l'abaissement de l'âge des personnes exposées à cette propagande. Les recruteur·euse·s visent à radicaliser des jeunes, souvent des hommes mineurs en situation difficile.

Contrairement aux traditionnels groupes néonazis très hiérarchisés, les réseaux en ligne transnationaux sont lâches et composés principalement de très jeunes hommes isolés adhérant aux idéologies accélérationnistes (c'est-à-dire visant à encourager les conflits raciaux, pour faire advenir une guerre raciale) et aux écrits du néonazi états-unien James Mason, promouvant le « terrorisme sans chef » structuré en cellules.

## Et la Suisse ?

Dans ses derniers rapports, le Service de renseignement de la Confédération (SRC) constate que la situation s'est dégradée depuis 2020 : « La volonté d'aller jusqu'à l'affrontement s'est renforcée (...). Un certain nombre d'extrémistes de droite violents craignent désormais moins de subir des conséquences personnelles, ce qui devrait les motiver davantage à mener des actions publiques et, par ce biais, attirer des recrues potentielles. »

Comme ailleurs, l'attrait pour les armes, les sports de combat et le survivalisme est très ancré parmi l'extrême droite. Selon le rapport du Conseil fédéral du 13 janvier 2021, « de grandes quantités d'armes à feu fonctionnelles existent au sein de ces milieux ainsi que des connaissances tactiques et techniques », ce qui n'est pas le cas dans les milieux de gauche radicale. Le rapport partage les conclusions d'Europol concernant la menace venant de personnes indépendantes faisant partie d'un réseau en ligne et qui « pourraient développer la capacité et l'intention d'agir rapidement ».

À ajouter à ces constats officiels, différentes investigations médiatiques et politiques ces dernières années (en Suisse et ailleurs en Europe) ont également mis à jour la présence de néonazis dans l'armée et la police. Le fait que des actions commencent à être revendiquées à visage découvert témoigne d'un extrémisme qui cherche à se décomplexer, voire se banaliser. C'est le cas récemment en Suisse de militants de la Junge Tat, qui ont justifié dans une vidéo leur attaque queerphobe d'un événement organisé par des drag queens et kings.

## Menace sous-estimée

Malgré ces constats, le SRC considère la menace posée par l'extrémisme de droite comme n'étant pas prioritaire, contrairement à celle de gauche. Pourtant, d'après le rapport d'Europol, les pays limitrophes de la Suisse sont ceux qui ont été le plus touchés par des cas entre 2019 et 2021. Selon Damir Skenderovic, professeur d'histoire à l'Université de Fribourg, les autorités suisses sous-estimerait la présence de l'ultradroite sur son territoire et seraient dans un déni de l'histoire de l'extrémisme de droite.

Les liens entre l'UDC – le parti le plus représenté au parlement – et des groupes violents d'extrême droite sont documentés. Cette porosité expliquerait-elle la sous-évaluation constante de la menace d'extrême droite en Suisse ?

Aurea Luna

# LES TRANSFORMATIONS À LA BASE DE L'ESSOR DE L'EXTRÊME DROITE

En 2022, des coalitions droite/extrême droite ont remporté les élections législatives en Suède et en Italie. Dans les deux cas, les partis victorieux ont un passé néo-fasciste. Quelles sont les caractéristiques des extrême-droites européennes et mondiales ?

Les succès électoraux italiens et suédois ne sont pas des phénomènes isolés. En Pologne comme en Hongrie, des partis populistes d'extrême droite sont au pouvoir depuis des années et, dans les autres pays européens, l'extrême droite progresse.

## Des mouvements différents de ceux du 20<sup>e</sup> siècle

Quand on pense au fascisme italien ou au nazisme allemand des années 1920 et 1930, on comprend qu'il s'agit de partis qui construisent des milices violentes, rejettent la démocratie, s'attaquent avant tout au mouvement ouvrier et s'appuient sur une bourgeoisie qui veut rétablir l'ordre dans un continent marqué par des vagues révolutionnaires.

Les mouvements d'extrême droite européens actuels sont très loin du fascisme et du nazisme de l'entre-deux-guerre, mais ils sont aussi différents de l'extrême droite qui s'est reconstruite après la Deuxième Guerre mondiale.

Les partis d'extrême droite contemporains ont des positions différentes sur beaucoup de questions mais se rejoignent sur deux d'entre elles : une obsession sur l'immigration, souvent liée à une haine de l'islam, et une défense de la nation contre les élites et les institutions qu'elles incarnent, en particulier l'Union Européenne.

Sur le reste, tout les sépare. Certains partis sont conservateurs sur le plan des mœurs, anti-féministes, anti-LGBTIQ et anti-avortement, en Pologne, Hongrie ou en Espagne. Alors que d'autres, en France ou aux Pays-Bas par exemple, s'appuieront sur les droits des femmes ou des personnes LGBTIQ pour mieux s'attaquer à l'islam.

Certains soutiennent la Russie de Poutine, comme Orban en Hongrie ou Matteo Salvini en Italie, alors que d'autres sont pro-

ukrainiens, comme le PiS polonais ou Giorgia Meloni en Italie. Le changement climatique les a aussi séparés, certains d'entre eux niant ses causes humaines, tout comme les campagnes vaccinales contre le Covid-19.

## Extrême droite et mondialisation néolibérale

Depuis plusieurs décennies, le monde est entré dans une phase de mondialisation néolibérale, ce qui a entraîné de nombreuses transformations dont certaines sont à la base de l'essor de l'extrême droite. Trois d'entre elles sont particulièrement importantes.

La première est la croissance des inégalités et les transformations du travail. Les pays européens, si l'on se réfère à l'indice Gini qui calcule le niveau d'inégalité pays par pays, sont parmi les plus égalitaires. Mais la mondialisation a permis une concentration des richesses toujours plus importante vers un tout petit nombre d'individus, et les

élites sont perçues comme un monde à part, déconnecté de la vie quotidienne de la grande majorité de la population.

Le néolibéralisme et la mondialisation ont entraîné une transformation profonde du travail. De nombreux emplois industriels ont disparu à cause des délocalisations et, pour ceux qui restent, tout comme ceux du secteur tertiaire, la précarité a progressé et les collectifs de travailleurs-euses se sont fragmentés. Le résultat de ces évolutions, combiné à l'existence d'un filet de sécurité protégeant les plus pauvres, a entraîné un tassement vers le bas de la pyramide des revenus et un sentiment de déclassement pour la classe ouvrière et les couches moyennes.

La seconde est l'affaiblissement des capacités des États et des institutions traditionnelles face à la puissance des marchés. Une évolution que l'on retrouve dans la plupart des régions du monde mais

qui est particulièrement marquée en Europe, où l'existence de l'Union Européenne éloigne encore plus les citoyen-ne-s des lieux de décision.

Dans les décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, le commerce mondial était très limité. Les principaux États, en Europe, avaient la possibilité de développer tel ou tel secteur d'activité et la vie politique s'organisait dans un bipartisme droite / gauche. Aujourd'hui, les partis de droite ou de gauche « de gouvernement », comme les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates, ont des politiques comparables et perdent leur électorat traditionnel. On assiste ainsi, dans toute l'Europe à une fragmentation de la scène politique et à une percée de l'extrême droite qui, dans de nombreux pays, dépasse en voix les partis de droite traditionnels.

La troisième transformation est la conséquence d'une « métropolisation » qui est une des conséquences de la mondialisation. Il s'agit de l'adaptation des grandes villes aux besoins de l'économie néolibérale, à l'intensification des flux commerciaux et financiers et de la mise en relation des économies à l'échelle mondiale.

Face à l'affaiblissement du rôle économique des États émerge un réseau hiérarchisé de métropoles qui dessine un archipel dominant l'économie mondiale. Mais la métropolisation a pour corollaire le déclin des territoires ruraux et des villes moyennes, très nombreuses en Europe, qui voient disparaître les services publics et la vie de leurs centres villes.

Christophe Aguiton  
Article rédigé pour le magazine sud-africain  
Amandla, repris par Europe solidaire

Manifestation contre l'extrême droite, Genève, 12 novembre 2022



# AFFRONTER LES FASCISTES, SANS TRÊVE NI AMNISTIE

Communiqué du Parti socialisme et liberté brésilien (PSOL) rédigé au lendemain de l'invasion du Congrès national, du Tribunal suprême (TS) et du Palais du Planalto par des milliers de bolsonaristes.

Au-delà de la réponse immédiate, il faut prendre des mesures pour contrecarrer les auteurs du coup d'État, les mettre derrière les barreaux et commencer à étouffer ce mal à la racine.

L'invasion de milliers de bolsonaristes dans les locaux du Congrès national, du Tribunal suprême (TS) et du Palais du Planalto, retransmise en direct sur le réseau national de télévision, est d'une extrême gravité. Ils couronnent une stratégie de coup d'État qui, alimentée par des allégations de fraude électorale, a favorisé le désordre, la violence et le vandalisme.

La meute a laissé un champ de ruines, saccageant des œuvres d'art, mobilier et locaux. Une action typique des *lumpens*, dans le sens défini par Marx : des secteurs déqualifiés et marginaux, qui peuvent servir de « chair à canon » aux élites réactionnaires.

L'indulgence du gouvernement du District fédéral était évidente, notamment par la nomination du putschiste Anderson Torres à la tête de la Sécurité. Le gouvernement Ibaneis Rocha a volontairement sous-estimé l'ampleur de la marche « folle » de bolsonaristes, qui était pourtant annoncée partout, avec une centaine de bus arrivant à Brasília.

## Fanatiques aux commandes du coup d'État

Lula a pris le contrôle de la situation en prenant des mesures telles que l'intervention fédérale dans le District fédéral. Il a dénoncé les putschistes en les qualifiant de « fascistes fanatiques » et a accusé Bolsonaro.

Lula a eu raison de prendre la main, car Flávio Dino, le ministre de la Justice, a tardé à prendre des mesures. En outre, l'inertie de José

Múcio à la tête du ministère de la Défense était patente, lui qui avait qualifié les rassemblements devant le quartier général de « légitimes », déclarant qu'il avait des parents et des amis à l'intérieur des camps – ce qui est inadmissible s'il s'agit de combattre l'extrême droite.

Múcio a adopté une ligne de conciliation avec les bolsonaristes radicaux. Cette ligne a complètement échoué. Au point que son secrétaire à la communication, Paulo Pimenta, a affirmé qu'il est probable qu'il y ait eu une coopération entre les responsables de la sécurité du Planalto et du Congrès. Le maintien de Múcio à son poste devient intenable.

De fait, les forces armées se sont également décrédibilisées aux yeux de la population, se montrant incapables de défendre les intérêts du pays. Ceci nous rend plus attentifs à la nécessité de développer une po-

litique à destination des rangs inférieurs et moyens des différentes forces de sécurité.

L'appel à descendre dans la rue, dans toutes les villes du pays nous a réjoui. Nous devons gonfler les rangs de ces mobilisations, en élargissant et en convainquant les gens de descendre dans la rue, dans une mouvement populaire de rejet des attitudes putschistes, de défense des résultats des urnes et pour la légitimité du gouvernement de Lula.

Cela se fait en s'appuyant sur la force de la rue, les organisations populaires et leurs tactiques et la nécessité de massifier les mobilisations. Les actions de rue doivent avoir un caractère démocratique et large, dans une unité d'action avec tous les secteurs démocratiques.

## Ensemble contre le fascisme

Au-delà de la réponse immédiate, il faut aller plus loin et agir pour contrecarrer les agents du coup d'État, les mettre derrière les barreaux et commencer à étouffer le mal à sa racine, en profitant de l'énorme répudiation dans toutes les couches de la société brésilienne et même au sein de la communauté internationale. Cela implique d'approfondir la rupture du secret des personnes impliquées et l'arrestation des financiers et autres personnes impliquées.

Des mesures doivent être prises immédiatement. Arrêter les dirigeants bolsonaristes, révoquer les parlementaires qui ont collaboré, et faire avancer les enquêtes sur des personnalités comme Carla Zambelli et Allan dos Santos, ainsi que sur les dirigeants locaux des caravanes, qui ont déjà commencé à être identifiés.

Nous rejoignons la députée Alejandra Ocasio-Cortez dans sa demande d'extradition de Bolsonaro. Ce serait le premier pas vers son arrestation, une tâche fondamentale que le PSOL avait déjà demandée. L'arrestation de Bolsonaro est une étape nécessaire, en tant qu'axe d'agitation. Nous avons également défendu une CPI (Commission d'Enquête Parlementaire), dans le District fédéral et dans la Chambre Fédérale, pour élargir les enquêtes, combinée avec la mise en accusation définitive d'Ibaneis.

Nous continuons à appeler à la solidarité internationale et à organiser le combat dans la rue, avec nos parlementaires, en évoquant la lutte antifasciste. Il n'y aura ni pardon ni amnistie pour les génocidaires et les putschistes mais une mobilisation démocratique maximale.

Adapté et traduit par la rédaction

Manifestation « Pas d'amnistie », São Paulo, 9 janvier 2023





Plus de 80 000 personnes ont manifesté contre un projet de contre-réforme de la justice, Tel Aviv, 14 janvier 2023

International

Israël

# MENACE SUR LA « DÉMOCRATIE ISRAËLIENNE » ?

Comme lors de chaque élection israélienne depuis maintenant 20 ans, les médias nous annoncent qu'il s'agit du gouvernement « le plus à droite de l'histoire d'Israël ».

Cela ne fait aucun doute. Formé à la fin décembre de l'année passée, le nouveau gouvernement dirigé par le premier ministre Netanyahu, accorde un pouvoir sans précédent à des personnalités extrémistes et intégristes issues d'organisations comme le Parti du Sionisme religieux de Betsalel Smotrich et Force juive d'Itamar Ben Gvir, connus pour leurs propos racistes contre les Palestinien·ne·s et pour leurs positions en faveur de l'annexion d'une partie de la Cisjordanie, ainsi que de Noam d'Avi Maoz, ouvertement anti-LGBTQ.

Dans ce nouveau gouvernement, Smotrich et Ben Gvir sont respectivement en charge des colonies et de leur administration en Cisjordanie et de la police israélienne, dont des unités opèrent aussi dans ce

territoire palestinien occupé depuis 1967 par Israël.

Ben-Gvir a annoncé qu'il avait l'intention de publier des directives autorisant la police à étendre largement les arrestations contre les manifestant·e·s s'opposant aux politiques gouvernementales, y compris israélien·ne·s.

De son côté, Smotrich a appelé à cibler davantage les groupes de défense des droits humains sur le plan juridique et sécuritaire – les qualifiant de « menace existentielle pour l'État d'Israël ». Des plans sont en cours pour taxer les dons des gouvernements étrangers aux ONG de gauche.

## Nouvelles sanctions contre les Palestinien·ne·s

Le nouveau gouvernement israélien n'a pas tardé à prendre de

nouvelles mesures contre les Palestinien·ne·s. Dès le 6 janvier, le gouvernement israélien a décrété une série de sanctions, notamment la confiscation de plus de 37 millions d'euros sur les taxes et revenus douaniers prélevés pour le compte de l'Autorité palestinienne afin de les reverser à 15 familles israéliennes de victimes d'attaques palestiniennes; le gel de projets de construction palestiniens dans la zone C de Cisjordanie, dont l'État d'Israël a le contrôle sécuritaire et administratif exclusif; l'application en toutes circonstances de l'interdiction de faire flotter tout drapeau palestinien dans l'espace public israélien.

Le problème principal ne réside cependant pas dans la couleur plus extrémiste de ce gouvernement, mais dans la nature raciste et colo-

nial de l'État d'apartheid israélien. Rappelons que des partis d'extrême droite, comme Yamina dirigé par l'ancien premier ministre Naftali Bennett, étaient déjà présents dans les précédents gouvernements.

C'est en effet la même politique de judaïsation de Jérusalem et de colonisation des territoires occupés. Les violences contre les Palestinien·ne·s sont permanentes, quelle que soit la couleur du gouvernement. Pour preuve, selon de récentes données publiées par l'ONU et compilées par plusieurs médias, jamais autant de Palestinien·ne·s de Cisjordanie n'ont été tué·e·s en 2022 que depuis la seconde intifada (2000-2005). Le nombre total d'assassinats s'élève à 173, y compris 39 enfants âgés de moins de 17 ans. Cela s'est produit sous un gouvernement soutenu par le soi-disant parti de « gauche » du Meretz, et qui n'a pu exister que grâce au soutien du parti de l'islamiste palestinien Mansour Abbas.

## Pas de démocratie sans libération des Palestinien·ne·s

Il ne s'agit donc pas de sauver une fausse et inexistante « démocratie israélienne ». Étant donné la nature totalement réactionnaire d'Israël, l'hégémonie politique croissante de l'extrême droite ne devrait pas surprendre. Il s'agit en quelque sorte du prolongement logique du mouvement sioniste, de son ethnonationalisme, du racisme institutionnel d'Israël et de plus de sept décennies d'oppression et de dépossession des Palestinien·ne·s.

Aucune lutte pour la démocratie ne peut avoir lieu sans une libération des Palestinien·ne·s et la destruction des structures et institutions de l'État d'apartheid, colonial et raciste d'Israël.

L'établissement d'un État démocratique, socialiste et laïc dans la Palestine historique, avec des droits égaux pour les peuples palestinien et juif, au sein d'une fédération socialiste à travers le Moyen Orient et l'Afrique du Nord représenterait une alternative progressiste. Dans le nouvel État réunissant Palestinien·ne·s et Israélien·ne·s, toutes et tous les Palestinien·ne·s auraient le droit de retourner sur leurs terres et dans leurs maisons d'où ils·elles ont été chassé·e·s de force depuis 1948.

En outre, la libération de la Palestine doit également inclure un projet global de développement économique et de reconstruction pour garantir aux Palestinien·ne·s leurs droits sociaux et économiques.

Joseph Daher

# LES NOUVEAUX MONSTRES MARINS

Les multinationales Alphabet (Google), Facebook, Amazon et Microsoft (GFAM), se sont lancées dans un nouveau domaine d'expansion et d'investissement : celui des câbles de fibre optique sous-marins. Plongée dans les profondeurs du capitalisme.

À l'heure actuelle, le trafic des données numériques transite principalement sous les eaux. Les 486 câbles sous les mers et les océans transportent 99 % de ce trafic. Il y a certainement en plus des câbles à usage exclusivement militaire.

## Le télégraphe au service des capitalistes

Historiquement, les premiers câbles sous-marins furent installés par des compagnies de télégraphe et de téléphone et servaient principalement pour échanger des informations commerciales et financières. Traders et spéculateurs n'avaient ainsi plus à attendre des bateaux apportant les nouvelles.

À l'époque, c'était déjà une révolution. L'arrivée des satellites dans les années 1960 laissait penser à la fin du câble, car il ne pouvait

pas transmettre les images télévisées alors en pleine expansion. L'émergence d'Internet dans les années 1980 a favorisé largement des compagnies nord-américaines pour des raisons technologiques (l'arrivée de la fibre optique) et financières (l'importance des capitaux à investir dans les nouvelles infrastructures).

Aujourd'hui, ce marché a changé d'échelle et de nature. L'importance est désormais dans le volume de données devenues des marchandises (réseaux sociaux, télévision à la demande, informations en temps réel, communications téléphoniques, centres de données). Non seulement les volumes sont en forte croissance entre les continents, d'un facteur trois à quatre durant les quatre dernières années, mais le volume en valeur absolue est gigantesque, nécessitant des

nouvelles échelles d'évaluation.

Par exemple, le trafic entre la côte ouest des États-Unis et la zone Asie-Pacifique est passée de 35 exabits (37 milliards de gigabytes) par mois en 2017 à 147 exabits en 2021.

## Le retour des États-Unis

Les GFAM avaient flairé la bonne affaire il y a une dizaine d'années. Elles s'étaient lancées dans la construction de nouveaux câbles parallèles aux existants, mais dotés d'une plus forte capacité de transport, dont elles étaient propriétaires exclusives ou partielles.

Seules ces compagnies possèdent les moyens financiers pour ces nouveaux investissements. Un câble transatlantique pouvant coûter jusqu'à 300 millions de dollars.

Ces investissements se sont révélés payants pour les GFAM, dont l'usage de bande passante pour

leurs services est passé d'environ 5 % en 2010 à presque 70 % en 2020, au détriment des opérateurs télécoms.

Cette infrastructure planétaire permet d'envisager de nouveaux marchés, déjà dominés par les GFAM. Du point de vue géopolitique, c'est le retour d'une domination étasunienne. Google détient 23 centres de données, dont 14 sont situés sur le territoire des États-Unis. Avec les câbles propriétaires, même un centre de données européen peut être considéré comme une simple extension étasunienne.

La fabrication de la fibre optique est dominée par l'étasunien Corning et le japonais Sumitomo. La compagnie étasunienne SubCom est l'un des plus grands fabricants mondiaux de câbles, avec le japonais NEC. La France a décrété en 2017 que la flotte de câblers français de la firme ASN était intégrée à la flotte stratégique.

## Quelle sobriété ?

Les termes sobriété énergétique et technologique sont aujourd'hui largement répandus. Or, ces investissements ont des conséquences néfastes. Ces nouvelles liaisons sont à l'évidence destinées à multiplier la capacité de transfert de données, et sont illustration de la volonté de continuer à avoir un marché en forte croissance, antonyme de sobriété.

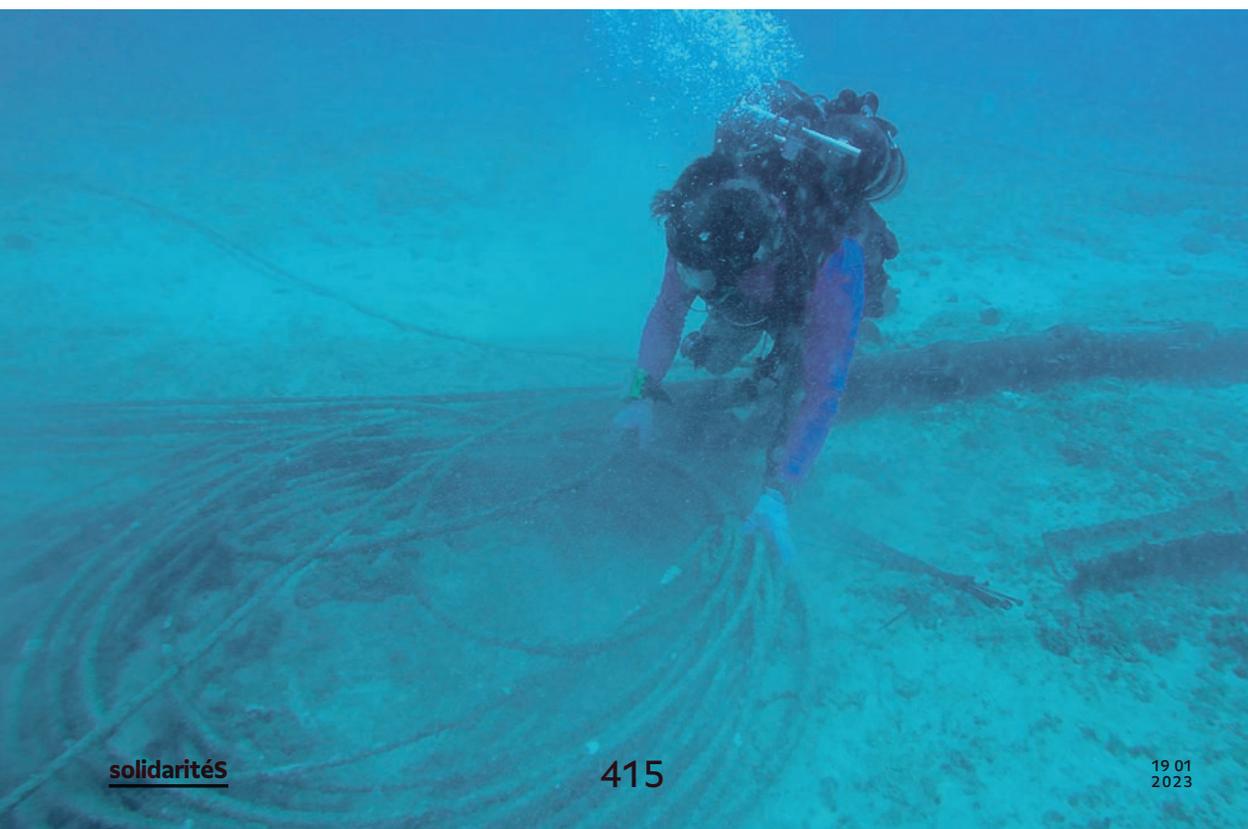
Des données à entreposer dans des centres toujours en expansion et en construction : ces opérations ont un coût énergétique. Même si la consommation énergétique unitaire est réduite par l'évolution technique, la multiplication et l'extension des installations continuera d'augmenter l'usage d'énergie et de matériaux. Comme dans d'autres domaines, la concurrence capitaliste va provoquer des surcapacités et donc, en cas de crise, l'abandon d'une partie de ces infrastructures.

Face à la mainmise des GFAM, les opérateurs historiques mettent en avant les questions de souveraineté, confidentialité et de sécurité nationale. Nous nous interrogeons plutôt sur la frénésie de croissance et de consommation globale, sans égard pour les ressources naturelles et pour l'utilité sociale.

Le démantèlement de ces sociétés, l'expropriation des propriétaires et la répartition de la propriété parmi les employé·e·s sous la forme de sociétés coopératives est nécessaire pour freiner les ambitions des Jeff Bezos et Sundar Pichai et réorienter leurs activités.

José Sanchez

La longueur totale des câbles sous-marins actifs est estimée à 1,4 million de kilomètres.





2000 personnes ont protesté à Downing Street lundi 16 janvier 2023 contre le projet de loi instaurant un «niveau minimum de service» dans de nombreux services publics.

Monde du travail

International

Royaume-Uni

# CASSER LE DOS DU MOUVEMENT OUVRIER

Depuis bientôt six mois, les travailleurs-euses britanniques sont imbriqués dans une lutte industrielle au long-terme. D'abord contre le patronat, et, de plus en plus, contre le gouvernement conservateur. Face à l'inflation, il s'agit de déterminer qui va payer pour la crise.

L'été dernier, les conducteurs-rices de métro et de trains se sont mis en grève contre des réformes imposées par le patronat et pour revendiquer une hausse de salaire. Leur syndicat, le Rail, Maritime, and Transport Workers (RMT), a utilisé l'opportunité de cette grève pour faire augmenter le niveau de la lutte. Ses dirigeants ont rappelé l'importance de l'outil de la grève sur les plateaux de télévision et ont appelé à leur multiplication dans tous les secteurs.

## Which side are you on?

Cette stratégie s'est montrée extrêmement efficace. Non seulement le taux de syndicalisation a augmenté rapidement, mais il est devenu difficile de compter toutes les grèves locales et nationales qui se sont

succédées depuis le mois d'août : employé-e-s de la poste et magasiniers-ères Amazon, éboueurs-euses et dockers, pompiers-ères, infirmiers-ères et personnel paramédical, chauffeurs-euses de bus, fonctionnaires, profs d'université et enseignant-e-s... Toutes et tous se sont mis en grève et se mobilisent pour ne pas répéter le scénario post-2008, lorsqu'on a fait porter le coût de la crise économique aux travailleurs-euses par un large et violent programme d'austérité.

L'argument de classe se construit donc en pratique : il y a ceux qui travaillent et ceux qui accumulent, ceux qui souffrent et ceux qui profitent, ceux qui font grève et ceux qui les combattent. Comme le dit la vieille chanson de mineurs :

« *which side are you on boys, which side are you on...* »

Les victoires sont encore peu fréquentes et limitées, mais ni l'État, ni le patronat n'ont réussi à contrer, ou même à contenir la vague de grèves qui continue de s'étendre. La répression devient dès lors plus importante.

## Entraver les syndicats

D'un côté, les médias jouent leur rôle idéologique de manière tellement grossière qu'il est difficile de ne pas penser que c'est devenu contre-productif pour gagner « *les cœurs et les esprits* ». Le public britannique est abreuvé d'« interviews » et de programmes télévisés qui accusent les syndicats de semer le chaos, d'essayer de gâcher Noël, ou encore de haïr la nation, la couronne, ou l'armée. De

l'autre côté, le gouvernement renforce son arsenal antisyndical, pourtant déjà bien étoffé.

À la mi-janvier, le parlement britannique a commencé à discuter d'une proposition de loi, soumise par le gouvernement, qui vise à limiter encore plus le droit de grève, tout en facilitant la répression par les patrons. Sous le couvert de « garantir un service minimum », la nouvelle loi vise à entraver drastiquement la possibilité d'action dans des domaines clés : santé, transport, éducation, services ambulanciers et du feu.

Si le gouvernement obtient gain de cause, les employeurs pourront plus facilement traduire les syndicats en justice pour des grèves « non justifiées », licencier des grévistes et imposer de lourdes amendes aux syndicats récalcitrants. La limite de ces dernières a récemment été quadruplée, passant ainsi de 250 000 à 1 000 000 de livres.

## Limiter le droit de grève

Même dans un pays comme le Royaume-Uni, où les lois antisyndicales sont déjà particulièrement fortes, et ce depuis l'ère Thatcher des années 1980, les propositions du gouvernement représentent un assaut d'une violence rare contre un droit démocratique de base. D'autant plus que cette proposition n'est que la dernière d'une longue liste.

Le gouvernement dirigé par le Parti conservateur a par exemple imposé que le taux de participation des travailleurs-euses syndiqués-e-s dans une entreprise au vote de grève doit atteindre 50 % pour être légal. En plus, le gouvernement a rendu légal le recrutement de travailleurs-euses à durée déterminée pour remplacer les grévistes. En un mot, le gouvernement cherche à rendre l'organisation de grèves de plus en plus difficile, tout en augmentant les risques – et les coûts – qu'encourent les syndicats.

Il est clair que le gouvernement ne cherche ni à convaincre, ni à négocier. Son but est de casser le dos du mouvement ouvrier pour pouvoir continuer à imposer, en paix, le règne effréné du capital. Les travailleurs-euses britanniques, s'ils-elles veulent éviter de payer pour la crise, n'ont d'autres alternatives que d'augmenter la pression et de renforcer le mouvement de grèves – même si de nouvelles lois et restrictions lui sont imposées. Comme le dit le vieux dicton anglais : « *la seule façon d'abroger une loi injuste, c'est de l'enfreindre* ». En masse.

Sai Englert

# L'ANALYSE MAGISTRALE DE L'INSTALLATION DU NAZISME DANS LES ESPRITS

Rédigé de début mai à septembre 1933, le texte de Karl Kraus *Troisième nuit de Walpurgis* analyse l'installation du nazisme dans les esprits. Le metteur en scène José Lillo interprète ce texte sur scène. Entretien.

**Qu'est-ce que Kraus, spectateur vigilant de la montée du fascisme et de la responsabilité des élites peut nous apprendre de la situation actuelle ?** Kraus n'a pas cessé de constater que les élites, qu'elles soient politiques, médiatiques, culturelles ou financières étaient largement prêtes à tout pour préserver leurs intérêts propres au détriment du reste de l'humanité et qu'il n'y avait pas de limites aux compromissions qu'elles étaient susceptibles de commettre, y compris dans les époques des abjections les plus insoutenables.

Kraus tient les médias pour les principaux responsables de la montée des fascismes en raison, notamment, de leur propension innée à rendre fréquentables des idées et des personnalités contre lesquelles ils devraient au contraire nous prévenir mais qu'ils s'appliquent grossièrement à humaniser, à la fois par absence de scrupules, par lâcheté, et par bêtise.

À l'instar de Musil, il considérait que la bêtise était un phénomène qui frappait spécifiquement les élites et pas du tout les humbles qui, à l'heure de vérité, dans leur souveraine simplicité, restaient spontanément fidèles aux principes élémentaires de la dignité humaine. À moins que les appareils de propagande ne leur tournent la tête. Ce contre quoi, selon Kraus, les médias, s'ils exerçaient réellement leur fonction, devraient immuniser.

**Est-ce que cela fonctionne par ressemblance ou par différence ?** Cela fonctionne à l'identique mais dans des contextes différents. La ressemblance n'est pas un facteur suffisant pour appréhender les phénomènes dans ce qu'ils ont de spécifique, au contraire, elle tend

à produire de confusion et paresse dans la perception et l'analyse de ce qui a lieu. Ce qui fonctionne à l'identique cependant, c'est la possibilité de tordre les faits par les commentaires, de porter atteinte à la réalité par l'instrumentalisation de la langue et de la logique, et donc de la pensée et de l'esprit, avec pour conséquence la possibilité du surgissement de l'horreur, toujours pour Kraus précédée par la maltraitance de la langue. D'un point de vue krausien, c'est le commentaire, le verbiage, qui porte la responsabilité des catastrophes lorsqu'elles adviennent.

**Quelle serait la singularité de Kraus au sein du répertoire des œuvres antifascistes (on peut songer à Brecht) ?** Sa singularité est absolue. Il ne combat pas le fascisme à partir d'une position antifasciste de principe, c'est déjà un grand sujet de perplexité qui a sans doute contribué à la lacune que constitue ce qu'il faut bien appeler la non-réception de *Troisième nuit de Walpurgis* (TNW) dans l'espace francophone. Il n'en reste pas moins que pour qui l'a lu, TNW entre immédiatement au panthéon des œuvres indépassables sur le sujet.

**À quoi contraint et que permet l'adaptation du texte, qui comprend plusieurs voix, à un seul en scène ?** Kraus conférait une sorte de dimension orale – et donc théâtrale – à tout ce qu'il écrivait, ce qui lui permettait d'en donner lecture à sa guise lors de ses fameuses conférences publiques où il excellait. La dimension d'une théâtralité possible, malgré sa langue labyrinthique, permettait de faire le pari de la scène comme lieu approprié

de la restitution de la parole de Kraus en tant que témoin essentiel et incorruptible de son temps.

La contrainte principale, lors de l'élaboration de l'adaptation, était de parvenir à extraire de ce texte, extrêmement dense et poétique, ce qu'il a de plus immédiatement intelligible pour le porter à la connaissance du plus grand nombre sans pour autant en rompre la continuité et sans sacrifier à des facilités, ce qui aurait consisté en une trahison de l'acte langagier de Kraus, pour lui indissociable de la vie de l'esprit, ce que,

précisément, le nazisme s'est efforcé, selon lui, d'anéantir.

Interpréter TNW contraint à endosser son témoignage et sa position de satiriste en lutte avec les événements, non pas comme incarnation, mais comme possibilité de médiation entre la nature du désastre annoncé que Kraus s'efforce par tous les moyens possibles de signifier et le public, qui est placé dans une situation à son tour de témoin, non pas passif, mais actif, dans la mesure où son entendement est constamment sollicité et mis à l'épreuve. C'est ce que fait le texte lorsqu'on le lit et c'est ce que fait la scène lorsqu'il est joué.

Les voix multiples qui y figurent participent d'au moins quatre régimes distincts : la propagande nazie, le comportement de la presse et des élites, les remparts contre la barbarie que constituent pour lui les citations de Shakespeare, Goethe ou Nietzsche, et le témoignage des victimes qu'il adjoint à son propre témoignage pour accomplir la mise-à-mort du nazisme par la langue. Aussi surprenant que soit la formule, c'est bien un acte de cette sorte qu'avec ce texte, il est par parvenu à accomplir.

Propos recueillis pour solidaritéS par Olivier Neveux, professeur à l'Université Lyon II

**Troisième Nuit de Walpurgis**  
Du 31 janvier au 4 février  
Scène Cæcilia, Genève

José Lillo avait interprété ce texte à l'ONU à l'occasion de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, janvier 2013.





Dorothy Allison, au centre, avec Alix Layman et Wolf Michael, Guerneville, Californie, 1994

À lire

## FOXCONN : LA RÉALITÉ D'UNE EXPLOITATION FÉROCE

Le 23 novembre 2022, les ouvriers·ères de Foxconn (groupe industriel, notamment premier producteur d'iPhones au monde), à Zhengzhou (Chine), se sont mis en grève. Depuis octobre 2022, l'entreprise appliquait le confinement décrété par le gouvernement chinois.

Employant plus de 200 000 personnes, ce site est l'une des pires entreprises en termes de salaires (moins de 300 dollars par mois), de conditions de travail et d'exploitation. Le taylorisme le plus féroce (y compris de manière psychologique) y est de mise.

Cette situation n'est pas nouvelle. Foxconn (dont le propriétaire taiwanais, Terry Gou, fut par ailleurs candidat à la présidence de Taiwan en 2019) a fait l'objet d'un ouvrage, publié initialement en 2015 par Agone (Marseille) et réédité en 2022. L'ouvrage – rédigé par un groupe de recherche constitué en 2010 – contient notamment les témoignages éloquentes de Yang, travailleur ayant quitté Foxconn; Tian Yu, travailleuse rescapée d'une tentative de suicide, qui l'a laissée invalide; Xu Lizhi, un travailleur qui s'est suicidé le 30 septembre 2014.

Une postface à cette 2<sup>e</sup> édition, intitulée « Les ombres chinoises de la Silicon Valley », montre la différence entre le « capitalisme décontracté » en Californie et les entreprises délocalisées en Chine, où le syndicalisme existant est domestiqué par le pouvoir en place. À Foxconn, le syndicat officiel est dirigé depuis 2006 par l'assistante personnelle du PDG. Un ouvrage révélateur sur la réalité du « socialisme » chinois.

Hans-Peter Renk

Féminisme À lire

# TRASH OU LA CONDITION PROLÉTAIRE LESBIENNE

La traduction en français du recueil de nouvelles de Dorothy Allison mêle récits de vie autobiographiques, fiction et théorie politique féministe.

L'autrice, activiste lesbienne radicale dès les années 70, vient d'une famille prolétaire américaine de Caroline du Sud. Sa condition de lesbienne prolétaire accompagne le récit de son enfance jusque dans sa militance et ses relations intimes. Le titre du recueil retourne le stigmate *white trash* (terme péjoratif utilisé pour décrire les classes prolétaires blanches des USA) qui a pesé sur elle et sur sa famille. Elle l'allège du terme *white* qu'elle estime trop lié aux idéologies suprémacistes blanches.

*Trash* gravite autour des thématiques de la misère sociale, de la famille et des relations amoureuses et sexuelles. On y découvre un environnement familial toxique, où elle et ses sœurs sont victimes des violences physiques et sexuelles d'un beau-père incestueux. Le malheur absorbe une par une les vies de cette famille étasunienne élargie.

La violence, l'alcool et la drogue sont omniprésents, amènent les hommes en prison ou à la tombe, assassinent et handicapent les femmes. Ce lourd passé, Dorothy Allison s'en échappe en l'exorcisant

par l'écrit. Ce recueil en offre ainsi un aperçu dans ses joies comme dans ses peines.

Sa condition de prolétaire l'accompagne et nourrit ses réflexions le long des nouvelles. Enfant, elle suit sa mère dans le *diner* où cette dernière travaille puis la rejoint dès ses 16 ans pour économiser de quoi payer ses études, servant des clients pleins de mépris de classe.

Arrivée à l'université, c'est la faim qui lui rappelle sa condition. Survivant sur sa modeste bourse d'étude qu'elle voit diminuer d'année en année, elle complète son maigre pécule en volant de la nourriture ou en travaillant à côté de ses études. Elle enchaîne les jobs : « *commise aux salades, coupeuse de cornichons, femme de ménage, serveuse, prof remplaçante, guichetière ou travailleuse à la chaîne* ».

Dans ses relations, elle dissimule son passé ne sachant comment l'expliquer à son nouvel entourage dans la peur du stigmate *white trash* qu'elle s'est vue affublée toute son enfance. Finalement, cette condition lui est rappelée par la maladie de sa mère et les coûts de

santé que la famille doit supporter sans aides extérieures.

Si la violence émerge comme un fil rouge des nouvelles, l'amour est également omniprésent. Amour décrit extensivement dans sa militance féministe, pour ses compagnes, mais également pour les femmes de sa famille, survivantes du même environnement, et particulièrement pour sa mère.

*Trash* est un recueil particulièrement touchant et bien construit qui permet de se plonger successivement dans la condition prolétaire américaine des années 50-60, le militantisme féministe des années 70-80 et dans l'intimité de l'autrice et de ses multiples rencontres.

Clément Bindschaedler



Dorothy Allison, *Trash. Vilaines histoires & filles coriaces*. Paris, Cambourakis, 2022



Jenny Chan, Xu Lizhi & Yang, *La machine est ton seigneur et ton maître*. Marseille, Agone, 2022

JAA  
CH-1211 Genève 2  
P.P. / Journal

**LAPOSTE**  
Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

## solidarités

415

19.01  
2023

C'est quoi  
ce journal ?

**V**ous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

## SOUTENEZ- NOUS, ABONNEZ- VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

**Vous pouvez vous abonner sur Internet:**  
[solidarites.ch/abonnement](https://solidarites.ch/abonnement)

**Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:**

→ **solidarités**  
Case Postale 2089  
1211 Genève 2  
ou [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)  
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

**3-4** National  
La Suisse doit sortir du TCE!

**5** Neuchâtel  
Les taxes universitaires augmenteront-elles ?

**Vaud**  
Un nouveau pas vers un salaire minimum vaudois

**6** Genève  
Et la progressivité de l'impôt ?

**7** Genève  
Entartons l'UDC

**8** Racisme  
Une extrême droite violente sous-estimée

**10** International  
Brésil: affronter les fascistes, sans trêve ni amnistie

**11** International  
Israël: menace sur la « démocratie israélienne » ?

**12** Écologie  
Les nouveaux monstres marins

**13** Monde du travail  
Casser le dos du mouvement ouvrier

**14** À voir  
L'analyse magistrale de l'installation du nazisme dans les esprits

**15** Féminisme  
Trash ou la condition prolétaire lesbienne

**A lire**  
Foxconn: la réalité d'une exploitation féroce

